

Le think tank « L'avenir n'attend pas » a organisé le 28 janvier dernier un débat autour des questions d'immigration et d'intégration avec une perspective française et européenne. L'Association Défense de la Démocratie en Pologne (ADDP) était présente. Compte-rendu.

Cet article a été publié dans le cadre de la plateforme de blogs du Courrier d'Europe centrale. Son contenu ne reflète ni n'engage la ligne éditoriale de la rédaction

A l'échelle de l'Union européenne, on évoque souvent la rupture entre les pays qui soutiennent les valeurs de l'UE et ceux qui se disent de plus en plus ouvertement « illibéraux ». L'impossibilité d'une position commune sur nombre de sujets prioritaires pour les citoyens et les Etats membres de l'UE est souvent constatée. Il en va ainsi de l'accueil des migrants, des questions de sécurité et de défense, de l'économie, du système monétaire, du changement climatique et de la défense de l'environnement... Aux vues de ces difficultés, le scénario d'une Europe à deux vitesses est fréquemment évoqué autour d'une alliance franco-allemande forte comme moteur des politiques européennes.

Nous voulons intervenir dans ce débat, y apporter notre éclairage et contribuer ainsi aux propositions qui pourront émerger dans le cadre de la campagne pré-électorale. Parmi des évènements récents, la conférence à l'Assemblée nationale du 28 janvier 2019 a soulevé une question particulièrement brûlante dans cette campagne - la question migratoire, sous le titre : « Immigration-intégration. Quel projet pour la France et pour l'Europe ? »,

L'association [« L'avenir n'attend pas »](#), le « DO tank citoyen » comme elle se surnomme, a rassemblé un groupe d'associations autour de sa présidente Juliette Méadel - par ailleurs secrétaire d'État dans le gouvernement d'Édouard Philippe - pour travailler sur les problèmes qui se posent aujourd'hui à l'Union européenne. A travers ces associations, la société civile peut contribuer à trouver des solutions concrètes et tenter de réconcilier la population avec les politiciens.

Le témoignage poignant du jeune Soudanais Adam a plongé l'assistance au cœur du parcours difficile, à la limite du soutenable, de ceux, plus chanceux que d'autres, qui atteignent la France. Le garçon est en passe d'être intégré grâce au service civique, mais il présente une exception. Le sort des migrants, et en particulier des jeunes, appelle une prise en charge immédiate, avant toute considération juridique. Les migrants ont des droits : soins médicaux, hébergement, scolarisation des enfants, qui doivent être pris en compte sans condition, comme l'a rappelé Louis Gallois, président de la Fédération des acteurs de la solidarité.

Il est d'emblée question que la France avec l'Allemagne soient les instigateurs des initiatives européennes, en s'alliant éventuellement l'Espagne, le Portugal ou encore la Belgique. C'est un vœu de la France, pas forcément de l'Allemagne. Cependant, l'exclusion des pays, dont les gouvernements s'opposent aujourd'hui à l'accueil des migrants, comme la Pologne, sous prétexte que ces « *moutons noirs* » de l'UE font obstacle à toute décision sur le problème migratoire, n'aurait pour l'effet qu'un plus grand isolement de ces pays en même temps que l'affaiblissement de l'Union.

Il est utile, d'une part, de prendre en compte le travail des groupes et organisations locaux en faveur de l'accueil des migrants et, d'autre part, leur contribution à l'éducation populaire qui va à l'encontre des campagnes de propagande orchestrées par les autorités contre les étrangers « *porteurs de tous les maux* ».

Sur ce point, l'idée émise par Guillaume Klossa (EuropaNova) et soutenue par d'autres participants, qui stipule que des financements soient directement affectés par UE aux villes qui accueillent les migrants, est tout à fait intéressante. Parmi elles la ville de Gdansk, dont le maire Paweł Adamowicz a été désigné comme ennemi public entre autres à cause de son ouverture sur cette question, avec le dénouement tragique que nous savons, son assassinat le 13 janvier dernier. Dany Cohn Bendit, ancien député européen, propose d'ajouter à chaque 2 € de soutien financier pour l'accueil des migrants, 1 € à pour l'action sociale dans chacune de ces villes en direction de leurs habitants.

Il est proposé également de créer un *pool* d'informations précises, authentifiées par les experts pays par pays, sur la migration et de disposer ainsi des contre-arguments face aux fausses idées qui circulent, diffusées par les mouvements des droites nationalistes en suscitant la peur injustifiée. Il faut se rappeler qu'en dehors du pouvoir nationaliste, il y a toute une partie de la société qui est pour l'accueil des réfugiés (en France - 40%, en Pologne ce chiffre est inférieur, entre 20 et 30% d'opinions favorables - la campagne haineuse sur les réfugiés dans les médias publics et sur internet fait son effet).

L'idée d'une Europe fédérale est défendue par Marie Trélat, présidente des Jeunes Européens, tandis que les autres intervenants en soulignent la difficulté auprès des gouvernements et l'impréparation des partis politiques pour afficher un programme incluant des solutions au problème des migrants. Ces partis, de droite comme de gauche, préfèrent écarter la question migratoire pour éviter la discussion sur les questions délicates avec leur électorat. Ceci est tout aussi vrai en France qu'en Pologne. Cela donne tout le loisir aux mouvements nationalistes de droite dans tous les pays de l'Europe de s'emparer comme d'un épouvantail de cette thématique et en tirer bénéfice auprès d'un électorat inquiet à cause de sa dégradation sociale et économique, ce dont l'Italie constitue l'exemple parfait.

L'idée de commencer l'apprentissage de la langue française dès l'arrivée de migrants a été proposée par Patrick Doutreligne (président de l'Uniopss) et soutenue par plusieurs panélistes, afin de faciliter l'intégration et créer des liens avec la population locale pendant les mois d'attente des candidats au statut de réfugiés politiques. La situation des mineurs non accompagnés n'est pas acceptable, car ils ont droit à la scolarisation et l'accueil adapté.

Le président de la Ligue de l'Enseignement, Jean-Michel Ducomte a postulé pour la révision de la convention de Genève sur les réfugiés, car la différenciation entre un réfugié politique et économique est parfois discutable. Il a plaidé pour un socle européen concernant la politique de migration.

Les 6 propositions qui ont été discutées pendant la séance :

1 Ne plus sous-traiter le contrôle des frontières européennes qui devra être géré par l'agence européenne Frontex.

2 Ouvrir un guichet européen unique pour le droit d'asile et réformer les accords de Dublin de 2003 déjà caducs.

3 Créer un pavillon européen pour les navires humanitaires Le fait de prêter assistance aux personnes en situation de détresse en mer est une obligation légale définie par plusieurs traités internationaux.

4 Donner à chacun les moyens de son intégration L'intégration des immigrés est indispensable à la cohésion sociale et elle est porteuse de croissance économique. Parmi d'autres propositions : créer un service civique européen.

5 Adopter des mesures exceptionnelles pour accueillir les enfants migrants. Le sort des mineurs non accompagnés est intolérable. Il faut des structures d'accueil et la scolarisation.

6 Inaugurer une politique de co-développement et de quotas Les quotas ne sont pas, bien entendu, applicables au droit d'asile ni au droit humanitaire subsidiaire. La migration choisie demande une coordination au niveau de l'UE.

Pour en savoir plus :

<http://www.lavenirnattendpas.fr/les-premieres-propositions-en-discussion-sur-la-politique-migratoire-europeenne/>

Compte-rendu rédigé par Krystyna Baczeko, Aleksander Baczeko, Joanna Lasserre, membres du bureau de l'Association Défense de la Démocratie en Pologne - ADDP

L'Association Défense de la Démocratie en Pologne (ADDP) a été créée le 6 février 2016 à Paris, en même temps que s'organisait en Pologne le mouvement citoyen KOD (Comité de Défense de la Démocratie) pour défendre l'Etat de droit et ses institutions. En 2019, l'ADDP présente un nouveau projet destiné au public parisien, **Café Polska Europa**, qui fait référence à une tradition du 19e et début du 20e siècles : dans les villes de la Mitteleuropa (l'Europe centrale), les cafés artistiques étaient des lieux des rencontres, où se mélangeaient écrivains et artistes de toutes les nationalités, côtoyant les habitants de Vienne, Budapest, Berlin ou Varsovie autour d'un strudel ou d'un verre de vodka, suscitant les débats animés... Avec nos partenaires, parmi lesquels le Courrier d'Europe Centrale, nous allons développer les thématiques de l'histoire, des idées, des arts, de l'écologie... grâce aux rencontres ludiques et informelles où nous aborderons les différents aspects passés et présents du nouvel espace européen. Prochain débat dans lequel l'ADDP participera avec Jean-Yves Potel, historien, écrivain et politiste : « Démocratie européenne, entre unité et diversité », organisé par LREM de Paris 17e le 19 février 2019. Inscription : bureauaddp@gmail.com

Pour plus d'informations :

- <http://www.democratie.pl>

- <https://www.facebook.com/ADDP.FRANCE/>